

CONTRASTOM



«Profitez de la dernière occasion pour stocker du fourrage»*

*Conseil du Département fédéral de Justice et Police en cas d'attaque nucléaire,
texte et illustration extraits du *Manuel suisse de défense civile*, 1969

sommaire du n° 75

Editorial	3
Chronique des singes nus	4
La guerre contre l'Irak est une guerre nucléaire	5
SUISSE:	
Pas d'enfouissement, ni à Benken, ni ailleurs	6-7
Lutte du pot de terre contre le pot de fer dans le Weinland zürichoïse	8
Suppression du droit de référendum pour la construction de nouvelles centrales	9
Photos des Yeux de la Ville	10-11
Quoi de neuf du côté de nos vieilles casseroles nucléaires	12
Les victimes des essais nucléaires français en procès	
Au Bélarus, les recherches sur la radioactivité sont en relégation	14-15
France: du plutonium pour la paix ?	16-17
Manifestation contre les armes nucléaires	18
Brèves	19
Interview culinaire autour d'un four solaire	20

Découvrez et faites découvrir la revue

S!lence
 Ecologie • Alternatives • Non-violence



ContrAtom a choisi de diffuser en Suisse la revue française mensuelle Silence.

Si vous voulez participer à cet échange d'informations - parfois contradictoires - n'hésitez plus. Si vous ne connaissez pas la revue, vous pouvez nous en demander un numéro spécimen gratuit.

**Abonnement-découverte: 25.- FS
 les 6 premiers numéros.**

**Abonnement normal: 60.- FS
 les 12 numéros.**

**Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à:
 ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8
 en demandant soit un bulletin de versement
 pour l'abonnement soit un numéro d'essai.**

Adresse de Youri Bandajevsky:

231318 Grodenskaya oblast
 Lidski raion
 PESKOVTSY
 Ul. Oktiabrskaya, 2
 Valiuk for Bandazhevsky
BÉLARUS

En relégation, les détenus sont entièrement à la charge de la famille et compte tenu des ressources très insuffisantes de Galina Bandajevskaïa, qui a subi l'opprobre de la condamnation de son mari dans ses fonctions de médecin, c'est l'association «Les enfants de Tchernobyl Belarus» qui s'est engagée à pourvoir à tous les frais.

Dons à l'association enfants de Tchernobyl Bélarus: Crédit Mutuel

Identifiant international de compte bancaire IBAN: FR76 1027 8030 5300 0298 7606 068

BIC (Bank Identifier Code): CMCIFR2A

Domiciliation: CCM La Frontalière 20 rue de Hagenthal F-68220 Hegenheim

Titulaire du compte : Enfants de Tchernobyl Belarus 22 rue Principale F-68480 Biederthal

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

Raymond BEFFA

Fabienne GAUTIER

Philippe GOBET

Stéphane PECORINI

Denis PERRENOUD

Philippe PROGIN

Anne-Cécile REIMANN

Tirage 1600 exemplaires

Imprimerie du Lion

Cotisation annuelle (comprenant l'abonnement au journal):
 40.- F

Abonnement au journal uniquement: 30.- F

Soutien: 60.- F
 ou plus....

CONTRATOM

CP 65

1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 740 46 12

www.contratatom.ch

info@contratatom.ch

N'hésitez pas à appeler notre secrétariat pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

Le CCP de ContrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité et **mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent.**

CCP 12-13446-0

**A lire en écoutant
 Il faut que tu respires
 de Mickey 3D**

Chères, chers ContrAtomistes,

De retour de Benken, dans le Weinland zurichoïse, où se tenait un rassemblement contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires, je veux vous faire part de mon immense inquiétude. Ça y est, on est vraiment sur le point de commettre le crime d'enterrer les déchets radioactifs au sein de notre terre !

Après avoir balancé impunément pendant des années leurs déchets mortels au fond des océans, voici que les nucléocrates de tous bords (et les instances politiques qui les soutiennent) privilégient maintenant la « solution miracle » : le stockage souterrain, obéissant ainsi à un réflexe archaïque : on creuse et on cache dans les entrailles de la terre ce qu'on ne peut assumer !



ContrAtom à la rue des Gares à Genève (pages 10-11)

Quel mépris à l'égard de notre environnement et surtout, surtout, quelle irresponsabilité envers ceux qui nous suivront sur cette terre.

Quel géologue pourra nous assurer de la stabilité des couches géologiques choisies pour ce genre d'exercice ? Et qui peut prévoir comment réagiront les conteneurs enfouis au cours des années et des siècles ? Qui peut affirmer que des fuites ne se produiront pas un jour ou l'autre, laissant le poison mortel s'échapper dans le sous-sol contaminant ainsi les nappes phréatiques ? Des régions entières seront alors atteintes par la radioactivité. Charmante perspective quand on connaît les retombées terrifiantes de la catastrophe de Tchernobyl !

Le moment est venu de donner l'alerte ! Nous devons absolument empêcher cette monstruosité. Cette terre est placée sous notre responsabilité : la responsabilité de la transmettre habitable à ceux qui vont nous suivre. Et cette responsabilité nous **devons** l'assumer ! La société civile a plus que jamais son mot à dire dans cette affaire. Il est de notre devoir de prendre position, de réagir, de nous mobiliser et d'organiser une résistance solide, responsable et indéfectible à la folie des nucléocrates qui nous entraînent dans des projets mortels.

On est sur le point de commettre le crime d'enterrer des déchets radioactifs au sein de notre terre: les populations entières devraient se lever pour empêcher cette folie !

A Benken, à la prochaine manifestation, il n'y aura pas 400, mais 400'000 manifestant-e-s clamant leur opposition déterminée ! Et il en sera ainsi partout où de tels projets verront le jour ! Nous sommes tous concernés et nous devons nous montrer solidaires. Pas d'enfouissement, ni ici, **ni ailleurs** !

Dans ce combat pour la vie, soyez avec nous : l'avenir de la planète est en jeu.

Anne-Cécile

Chronique des singes nus

On a besoin d'électricité... on ne peut se passer de centrales nucléaires... il faut faire confiance... les scientifiques et les connaisseurs de la technique nucléaire savent ce qu'ils font, ce sont des hommes et des femmes responsables... Oui, des hommes comme les autres, capables du meilleur comme du pire, de très beaux singes nus, il ne faut pas l'oublier.

Dès qu'un « pépin » survient dans une centrale par manque de précautions, par négligence... on se cache, on dissimule. Il ne faudrait pas affoler les populations...

Et l'abandon du nucléaire ? Mais ça coûterait beaucoup trop cher...

Tous ces propos nous reviennent à l'esprit dès qu'un événement nucléaire est porté à la connaissance de la population.

Le dernier accident grave est survenu au Japon, tout dernièrement, mais cela aurait tout aussi bien pu être dans le Bugey, à 40 km de Genève.

En effet, des situations incroyables viennent d'être dénoncées, au Japon comme en France, par des femmes et des hommes courageux pour qui le besoin et les coûts ne sont pas prioritaires. Pour ces gens-là, et pour les amis de ContrAtom, la priorité doit être donnée à la vie, sans aucune excuse.

Voyons un peu ce qui s'est passé.

Au Japon, cet été, un accident s'est produit dans la centrale nucléaire de Mihama, entraînant la mort de plusieurs personnes. La compagnie Kepco n'avait pas effectué une inspection de sécurité approfondie sur le système de refroidissement de la centrale. « Nous avons pensé que nous pourrions reporté les contrôles jusqu'à ce mois-ci » (le mois de l'accident), a déclaré à la presse le responsable de l'installation. En fait, depuis l'ouverture de la centrale en 1977, aucun contrôle par ultrason n'avait eu lieu sur le circuit secondaire. Or, seul ce type de contrôle est capable de détecter la qualité des tuyaux. Résultat : la paroi du tuyau qui a lâché faisait 1,4 mm d'épaisseur, au lieu des 10 mm initiaux ! Et il ne s'agissait pas d'un simple tuyau de salle de bain.

Réactions : des Japonais qui habitent près de la centrale où a eu lieu l'accident ont été interrogés : « Il n'y a pas de raison de s'inquiéter car, quand ça arrive, il n'y a rien qu'on puisse faire. » « Personne ici ne s'inquiète du nucléaire. Si quelque chose arrive, on mourra tous. » Merveilleux singes nus.

En France, à 40 km de Genève, la centrale nucléaire du Bugey, comme les autres, fait l'objet d'inspections. Des rapports sont établis. Et après, que fait-on de ces documents ? Voici un exemple, daté du 24 août 2004 :

- une importante fuite détectée et non réparée 7 mois plus tard !
- des procédures erronées, incomplètes ou mal réalisées ;
- des informations non transmises aux services de contrôle ;
- insuffisance d'effectifs qui « contribue à un climat préjudiciable à la qualité des interventions » ;
- manque de rigueur dans le respect des « règles en matière de radioprotection ».

Ce qui amène les autorités de contrôle à formuler des « demandes d'actions correctives » qui semblent pourtant aller de soi :

- « Je vous demande de respecter les règles en matière de radioprotection »,
- « Je vous demande de prendre les dispositions nécessaires pour que tous les agents respectent les règles de sécurité »,
- « Je vous demande de respecter les règles de l'assurance de la qualité »,
- « Je vous demande de veiller au respect des Secteurs de Feu de Sécurité ».

De surcroît des réductions budgétaires dans les centrales nucléaires ont été décidées. En effet, au début 2000 déjà, François Roussely (alors Directeur d'EDF, Electricité de France) annonçait l'obligation de réaliser une baisse de 30% des coûts de production.



Centrale nucléaire du Bugey: des dysfonctionnements inquiétants

On oublie très vite à quel point **l'exploitation de centrales nucléaires relève d'une technique hyper sophistiquée, qui n'a rien de commun avec toutes les techniques inventées et développées à ce jour.** En cas de dysfonctionnement conduisant à une dispersion en masse de poussières radioactives dans l'atmosphère et dans notre environnement en général, les conséquences seraient catastrophiques. La durée d'existence de ces particules radioactives se compte en milliers, voire en dizaines de milliers d'années. Le plutonium, par exemple, perd la moitié de son énergie en 24'000 ans. Une poussière d'un millionième de gramme pénétrant dans les poumons par la respiration, et c'est le cancer assuré !

L'accident de Tchernobyl est effroyable et on l'oublie. Hélas, il faut s'attendre à pire encore avec la contamination de continents entiers, tout à l'heure, demain, après-demain... ?

Alors, que pouvons-nous faire ? Quelques suggestions :

- S'intéresser au nucléaire et tenter de saisir pourquoi cette technique représente une découverte extraordinaire, mais en même temps un danger monstrueux ;

- Puis, pour chacun, que ce soit à la maison, chez des amis, chez le coiffeur... il s'agit de susciter la discussion. Parler... parler...

Ne rien dire, c'est laisser faire !

Denis Perrenoud

La guerre contre l'Irak est une guerre nucléaire

Dans un récent article, le journaliste américain Bob Nichols dénonçait l'horreur des gaz à uranium appauvri utilisés en Irak. Nous reprenons ici des extraits de son plaidoyer contre cette guerre d'extermination.

Qu'est-ce que le gaz d'oxyde d'uranium ?

C'est le produit de n'importe quelle munition à haute vitesse (balle, obus, bombe ou missile) fabriquée avec du métal d'uranium. Les composants en uranium se transforment en gaz d'oxyde d'uranium après que la balle ou l'obus à haute vitesse pénètre quoique ce soit de solide et explose, pas moins de 80% de la munition s'enflamme, brûle et se vaporise en minuscules particules radioactives qui flottent dans l'air, emportées par le vent. Elles peuvent rester en suspension dans l'air pendant des années et des années.

Un minerai «appauvri» mais bien radioactif

Le « Gang des Quatre » (Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz et Feith) qualifie cyniquement cet uranium d'«appauvri» comme s'il était neutre, traduisez : «il est sans danger ; il a été appauvri ; il n'y a pas de problème». Or, l'uranium brut, avant d'être transformé en munitions de guerre, est traité une fois pour être purifié. Seul 0,15 à 0,2 % (une minuscule impureté) est prélevé de cette matière première pour fabriquer des bombes thermonucléaires et des noyaux de réacteurs nucléaires. Cela laisse plus de 99,8% de l'uranium pour les balles et les bombes. L'uranium ainsi « appauvri » est à 88% aussi radioactif qu'il l'était avant d'être traité.

Résultat : plus de 2000 tonnes de munitions à l'uranium ont empoisonné l'Irak de gaz et de poussières radioactifs et en rendent de grandes parties inhabitables. Les Américains, sont déjà en train de tuer les Irakiens pas encore nés, grâce aux malformations congénitales et aux cancers induits par les radiations. Bien entendu, ce même gaz d'oxyde d'uranium qui flotte dans l'air, invisible, inodore, sans saveur et ne pouvant pas être contrôlé rend aussi malade leurs propres soldats et leurs futurs enfants.

Un physicien japonais, le professeur Yagasaki de l'Université du Ryukyus Okinawa, a explicité dans sa présentation à la Conférence du monde sur les armes à uranium appauvri tenue à Hambourg en octobre 2003, que la radioactivité d'environ 2000 tonnes d'uranium appauvri ainsi qu'environ 1000 tonnes utilisées en Afghanistan, était équivalente en contamination à 400 bombes de Nagasaki.



Les USA pire que les nazis

En comparaison de l'Allemagne nazie durant la deuxième guerre mondiale (qui a employé dans les camps un gaz « efficace » mais manquant « d'effet tueur » à long terme), les Etats-Unis sont implacables. Déjà en 1943, une note ⁽¹⁾ adressée au Général Groves recommandait d'utiliser le gaz d'oxyde d'uranium comme gaz de guerre pour tuer les gens et contaminer le terrain. La note soulevait le problème que le gaz radioactif d'uranium ne pouvait pas être contrôlé et qu'il était, et est encore, dangereux pour leurs propres soldats ⁽²⁾. Trente ans plus tard, en 1973, Henri Kissinger, alors Conseiller à la sécurité nationale a clairement qualifié les militaires d'«animaux abrutis et stupides» bons à être utilisés comme des pions pour la politique étrangère. Kissinger préparait le terrain aux chefs de guerre pour sacrifier les soldats américains crédules, mais patriotes et «stupides», à l'utilisation du gaz d'oxyde d'uranium. Lors de la première guerre du

Golfe, le Général Schwarzkopf déclara qu'on ne leur avait rien dit du danger des munitions à uranium.

Selon la dose de gaz d'uranium reçue par les soldats américains, on peut s'attendre à ce qu'ils tombent malades et meurent dans les jours, mois ou années à venir. Il n'y a pas de dose qui soit inoffensive. Inhaler ne serait-ce qu'un

gramme en une année équivaut à recevoir un rayon X par heure pour le reste de sa vie. L'administration des Vétérans peut refuser durant des années les demandes d'indemnisation pour incapacité qui lui sont faites, pendant que la mort douloureuse des anciens soldats américains passe pratiquement inaperçue, disper-

sée dans quelques 7.000 hôpitaux, parmi 300 millions de gens. Les médecins qui collaborent à cette administration chantent simplement «vous ne pouvez pas le prouver» alors qu'ils sont confrontés à des centaines de milliers de soldats malades et mourants.

Beaucoup de gens aux Etats-Unis ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour arrêter ces guerres de radiations nucléaires, de gaz d'uranium toxique et l'utilisation de l'uranium comme munitions. Ils ont essayé et échoué pendant des années. Pourquoi n'essayeriez-vous pas ?

D'après Bob Nichols, <http://www.dissidentvoice.org/Aug04/Nichols0807.htm>

(1) Summary of the report of the Committee, Dr. James B. Conant, Chairman <http://www.mindfully.org/Nucs/Groves-Memo-Manhattan30oct43.htm>

(2) La citation de Kissinger à l'égard des militaires vient du chapitre 14, pages 194 et 195, du livre de Bob Woodward & Carl Bernstein «Les Derniers Jours»

Pas d'enfouissement, ni à Benken, ni ailleurs

Profitant de la faible mobilisation de la population locale et ce, malgré l'existence d'une minorité d'opposants bien organisés, la NAGRA (Société nationale pour l'entreposage des déchets radioactifs) semble déterminée à entreprendre à Benken la construction du premier site destiné à l'enfouissement définitif des déchets radioactifs de haute intensité.

En route pour Benken

Il est 5 heures ce dimanche matin 12 septembre, lorsque mon réveil sonne. Plainpalais s'éveille et moi, j'ai drôlement sommeil ! Pourtant, ce n'est pas le moment de me dégonfler : j'ai rendez-vous à la gare avec une poignée de ContrAtomistes qui ont décidé de participer au rassemblement de protestation contre un projet d'enfouissement de déchets nucléaires de haute intensité à Benken. Benken, ça vous dit quelque chose ? C'est une commune située au cœur du vignoble du Nord du canton de Zurich et c'est là que la NAGRA (société suisse pour l'entreposage des déchets radioactifs) projette de construire le premier centre suisse de stockage souterrain de déchets hautement radioactifs (V. ContrAtom, N°73, avril 2004). Après avoir vu leurs projets échouer à Ollon et au Wellenberg, c'est donc sur Benken que les apprentis-sorciers ont jeté leur dévolu pour réaliser leur funeste entreprise. L'affaire est d'importance, pas question donc de traîner au lit ce matin-là !

A 6h44 pile poil, nous voici dans le train avec armes et bagages : la caméra de Laure, l'appareil photo de Philippe et les panneaux d'Anne-Cécile. Le voyage aller-retour, soit 10 heures de train, constitue déjà un exploit en lui-même, ajoutez à cela 2 à 3 heures de discours en allemand et vous mesurerez l'héroïsme des cinq ontrAtomistes faisant partie de l'expédition !

A notre arrivée sur le lieu où est prévue la construction du futur site, un grand champ bordé de plantations de maïs et une zone de villas tout autour,



P.Progin

A Benken, sur le lieu du futur site d'enfouissement

dans une belle nature riche et verdoyante, nous trouvons environ 400 personnes rassemblées. Les panneaux jaunes plantés dans le champ remportent un franc succès auprès des photographes sur place.

Heureuses rencontres

Nous lions connaissance avec certains riverains parlant français, tous très inquiets du peu de mobilisation de la population concernée. Ils nous promettent de nous tenir au courant de l'évolution de la situation. Pendant ce temps, Laure qui parle allemand, se livre, caméra au poing, à des interviews tous azimuts, profitant de prendre moult contacts avec les organisateurs de la manifestation. Sur place, nous avons aussi le plaisir de rencontrer toute l'équipe des opposants au projet d'enfouissement de Bure dans l'Est de la France, en Meuse, venus tout exprès en autobus pour apporter

leur soutien à ceux de Benken. Chapeau ! Ils nous font part de leur très grande inquiétude : les déchets nucléaires là-bas sont prêts à être enfouis à 2 kilomètres du laboratoire initial et cela semble inéluctable. Ils nous ont d'ores et déjà donné rendez-vous pour les 30 et 31 juillet de l'an prochain à Bure pour un grand week-end d'opposition en musique ! Prenez note, les ContrAtomistes ! On ira tous ensemble !

Pour être sincère, je suis revenue assez pessimiste de cette expédition à Benken. Sur les lieux, l'opposition est loin d'être la règle, c'est ce que nous ont affirmé toutes les personnes que nous avons interrogées sur place ! Les opposants ont beaucoup de peine à mobiliser les gens. C'est aussi ce que nous avons observé en empruntant les transports publics du coin à bord desquels les passagers ne regardaient pas les manifestants d'un bon œil. A notre *(suite p. 7)*

(suite de la p. 6)

question lancée à la ronde sur ce qu'ils savaient du projet de construction de la NAGRA, on nous a généralement vaguement répondu : « on va y mettre des déchets spéciaux ! »

Lorsqu'on sait que seule une intense mobilisation peut faire reculer les enfouisseurs (voir Ollon et le Wellenberg), on ne peut qu'être inquiets face à l'inertie de la population autour de Benken.

Ceux de Bure aussi sont pessimistes ! Il semble que l'enfouissement là-bas soit programmé pour l'an prochain et sur place les habitants même de Bure craignent qu'on ferme le laboratoire tant il leur rapporte gros : construction de routes, infrastructures, boulot : le schéma habituel quoi !

La mobilisation contre l'enfouissement de ces déchets sataniques en quelque lieu qu'il soit programmé doit absolument faire partie de nos priorités, c'est mon intime conviction. Nous devons réussir à alerter l'opinion publique de ce qui se trame chez nous et ailleurs. Plus facile à dire qu'à faire !



La lutte du mouvement d'opposition KLAR ! Suisse, bien décidé à combattre, avec tout l'éventail des moyens juridiques, l'entreposage définitif des

Quelques précisions concernant la gestion actuelle des déchets radioactifs sur sol suisse

Entreposage définitif prévu à Benken

Si la région de Benken a été pressentie pour recevoir des déchets hautement radioactifs, c'est qu'elle présente en son sous-sol, malheureusement pour elle, cette fameuse couche d'argile à opalinus tant prisée des nucléocrates qui cherchent à enfouir leurs déchets ! (Lire à ce sujet ContrAtom N°74, juin 2004, p.12). Cette couche d'argile à opalinus s'est formée il y a 180 millions d'années. Des rivières ont transporté à cette époque des particules d'argile provenant de massifs montagneux. Ces particules se sont accumulées au fond de la mer. La couche est caractérisée par la présence d'ammonites (*Leioceras opalinum*), un mollusque fossile caractéristique de l'ère secondaire. Bon sang, se disent donc nos potentiels enfouisseurs, si ces mollusques ont été si bien conservés, pourquoi n'en serait-il pas de même de nos déchets ?!

Autre qualité relevée par les experts de la NAGRA : l'argile à opalinus peut s'imbiber d'eau et gonfler : du tonnerre pour colmater les failles ! Et puis l'argile lie les atomes radioactifs libérés des conteneurs, ce qui doit les empêcher de s'éparpiller ! Génial cet argile à opalinus ! Bien évidemment, le tableau n'est pas si rose que les nucléocrates nous le disent : une étude de l'Institut écologique de Darmstadt (Allemagne), menée par des experts indépendants et financée par les organisations écologiques Bedenken et Igel (V. p. 6) et quelques communes voisines du site, a relevé des problèmes d'importance : **le dépôt planifié se trouve sur une zone tectonique de failles**. Les spécialistes ne sont pas d'accord en ce qui concerne l'achèvement du plissement des Alpes, mais les mouvements de la croûte terrestre associés à la formation des montagnes pourraient réactiver ou causer de nouvelles perturbations. L'étude attire aussi l'attention sur le fait que le risque de tremblement de terre du Nord de la Suisse n'a pas été suffisamment évalué. **Elle met encore en doute l'étanchéité de la roche** : il est impossible d'affirmer que la couche d'argile de 300 mètres est étanche. La séquence des roches est trop hétérogène. Les couches d'argile contiennent trop de calcaire et de molasse. L'argile lui-même n'est pas homogène. On est frais !!

Entreposage provisoire à Würenlingen

Les déchets de haute activité sont entreposés provisoirement dans une grande halle de la société anonyme Zwiilag, créée par les exploitants des centrales nucléaires à Würenlingen dans le canton d'Argovie. Les déchets se trouvent dans des conteneurs spéciaux en métal, de plusieurs mètres de hauteur et refroidissent pendant 40 ans sous surveillance au moyen d'une circulation d'air. Huit éléments combustibles usés sont enfermés dans un tel conteneur. Le complexe Zwiilag, qui est en service depuis 2000, a été conçu pour recevoir pendant 40 ans tous les déchets faiblement, moyennement et hautement radioactifs des centrales nucléaires suisses. Les coûts d'exploitation de la Zwiilag s'élèvent en moyenne à 18 millions de francs par année et sont assumés par les centrales nucléaires.

déchets de haute activité au-dessous des vignobles du canton de Zürich, devrait être soutenue par tous les citoyens et toutes les citoyennes respon-

sables de notre pays afin que l'acte criminel d'enfouir les déchets radioactifs au sein de la terre ne se réalise jamais, ni ici, ni ailleurs !

Anne Cécile Reimann

La lutte du pot de terre contre le pot de fer dans le Vignoble zurichois



Le paisible village de Benken, situé à quelques encablures des chutes du Rhin, a été choisi par la NAGRA pour y déposer les déchets hautement radioactifs de notre pays. Comment en sommes-nous arrivés là ? Témoin de ce qui s'est passé depuis le début, je vais résumer l'histoire pour les lecteurs de ContrAtom. Je tenterai de rester le plus objectif possible, en dépit de mes sympathies pour les opposants.

Il est difficile de situer le commencement exact de l'affaire, car la NAGRA se penche sur le problème des déchets nucléaires depuis un bon nombre de décennies. Après ses échecs à Ollon (VD) et à Siblingen (SH) dans les années 80, elle a évalué soigneusement la situation avant de choisir un nouveau point de chute, tant sur le plan géologique que politique. Quand ils sont venus présenter officiellement leur projet en été 1994 à Benken, les hauts responsables de la NAGRA avaient donc des idées bien arrêtées. Ils ont expliqué au bon peuple qu'ils devaient proposer un site pour l'entreposage définitif des déchets produits par les centrales suisses et qu'une étude scientifique s'imposait au préalable. Et, comme il fallait bien commencer quelque part, elle envisageait de procéder à des sondages sur un terrain de la commune de Benken. Ce choix

était certes motivé par des raisons d'ordre géologique et pratiques pour y effectuer des travaux, mais il ne préjugeait en rien du site définitif. Le maire de Benken a toujours prétendu qu'il était difficile au Conseil communal de s'opposer à ladite étude. Se montra-t-il un peu trop complaisant, flatté de voir son village investi d'une mission d'intérêt national ?

Mouvements de résistance

Les opposants ne l'entendirent pas de cette oreille et créèrent deux groupements pour combattre le projet. Le premier, actif sur le plan communal, du nom de « Bedenken¹ » regroupait uniquement les habitants de Benken; le second « IGEL² » prenait en mains les intérêts de la région, soit le Vignoble zurichois, les cantons de Schaffhouse et de Thurgovie, ainsi que les communes allemandes voisines. Ces dernières jouèrent le jeu à fond et ont toujours fait preuve d'un soutien digne d'éloges.

Nous ne sommes pas parvenus à contrecarrer les plans de la NAGRA. En dépit du recours à un avocat spécialisé, « Bedenken » n'a pas pu empêché les sondages effectués sur le territoire communal. Quand la NAGRA a présenté ses conclusions favorables pour le site de Benken, nous avons mandaté un institut spécialisé pour une contre-expertise. Il a certes trouvé des failles dans le rapport de la NAGRA, mais a dû faire marche arrière par la

suite. Autre sujet de déception, le canton de Zurich a tardé à traiter notre initiative qui demandait que la population concernée soit consultée au sujet d'un site pour l'entreposage définitif de déchets nucléaires. Les chambres fédérales ont adopté entre-temps la nouvelle loi sur l'énergie nucléaire qui dit qu'un tel site relève de la compétence du Conseil fédéral.

Récemment, « Bedenken » et « IGEL » ont fusionné sous le nom de « KLAR! Schweiz³ » avec pour objectif d'axer la lutte sur le plan politique et ceci, au niveau international. **Il convient de sensibiliser l'ensemble de la population pour sortir du nucléaire. Première étape : cesser de produire des déchets tant qu'on n'a pas trouvé la solution pour les éliminer et renoncer à la construction de nouvelles centrales nucléaires.**

Jean Laurent, habitant de Benken

¹ Abréviation pour *Bewegung gegen eine Atommülldeponie in Benken*. Traduction française : doute, scrupule.

² Abréviation pour *Interessen-Gemeinschaft für Energie und Lebensraum*. Veut dire hérisson.

³ Abréviation pour *Kein Leben mit Atomaren Risiken*, soit pas de vie avec des risques nucléaires.

KLAR ! Schweiz

Steig 1
8465 Rudolfingen
Compte de chèques postaux 90-152872-8 (Klar Schweiz 8463 Benken)
info@klar-schweiz.com www.klar-schweiz.com

Suppression du droit de référendum sur les constructions de nouvelles centrales?

Il est trop tard pour s'opposer à la LENu et à son ordonnance

En refusant nos deux initiatives pour sortir du nucléaire en mai 2003, le peuple suisse acceptait ipso facto et sans peut-être le savoir, la nouvelle loi sur l'énergie nucléaire (LEnu) promulguée par nos autorités en mars 2003. Le seul moyen d'empêcher cette loi d'entrer en vigueur aurait été de lancer un référendum comme le suggérait ContrAtom. Hélas, nous n'avons pas été suivis et c'est la mort dans l'âme que nous avons dû capituler. Le délai référendaire de 100 jours, inutilisé, a pris fin le 4 septembre 2003. A la LENu donc d'entrer en action. L'application de toute nouvelle loi s'accompagne d'une ordonnance édictée par le Conseil fédéral qui règle les détails et apporte parfois certaines modifications. Cette ordonnance est à son tour soumise à consultation des cantons, partis et organisations intéressées. Dans le cas qui nous occupe, cette procédure est arrivée à échéance le 13 août 2004. Il est prévu de faire entrer en vigueur la nouvelle loi sur l'énergie nucléaire et l'ordonnance qui l'accompagne, l'OENu, le 1^{er} janvier 2005.

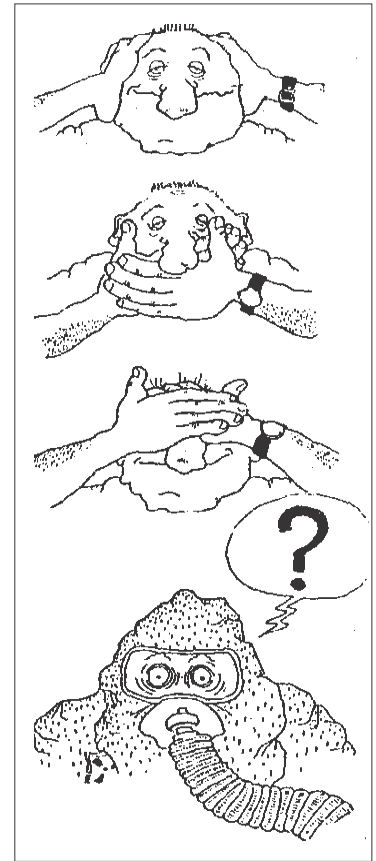
Or, ces deux projets sont proprement scandaleux. Non seulement ils ne fixent en aucune manière une durée limite d'exploitation de nos vieilles casseroles nucléaires, mais ils permettent la construction de nouvelles centrales, alors qu'aucune solution satisfaisante n'est encore trouvée (et ne sera d'ailleurs jamais trouvée) pour la gestion des déchets radioactifs qui s'accumulent année après année. La seule proposition faite pour les déchets radioactifs est tout simplement inacceptable : l'entreposage définitif en couche géologique profonde est un crime à empêcher à tout prix. L'OENu n'exclut pas non plus la possibilité d'une « élimination » des déchets à l'étranger, espérant ainsi venir à bout des réticences des populations à voir des déchets enterrer sous leurs pieds. Cette population est d'ailleurs bernée à souhait, puisque

les autorités fédérales lui ont enlevé le droit de veto cantonal en matière d'entreposage de déchets radioactifs. Dorénavant, le sous-sol appartient à la Confédération et les habitants concernés n'ont plus qu'à la boucler ! Par contre, pour calmer le bon peuple, la LENu lui octroi le droit de référendum national pour toute nouvelle construction de centrale nucléaire. Vraiment ? Lisez ceci : « Le référendum sur les nouvelles centrales nucléaires a été ancré dans la loi sur l'énergie nucléaire, **seules des installations présentant un faible potentiel de danger ne doivent pas passer devant le peuple.** »

Une valeur limite 1000 fois trop élevée

Le Conseil fédéral détermine ce « faible potentiel de danger » au moyen d'une valeur limite. Et voilà que dans l'ordonnance qui nous occupe, il estime la valeur limite à 100 millisieverts (mSv) d'irradiation après un accident nucléaire. C'est une valeur de risque beaucoup trop élevée ! A titre de comparaison, notons que dans le cas de l'EPR (European Pressurized Reactor), il faut théoriquement compter avec une irradiation de 0,1 mSv après un accident. La valeur limite du Conseil fédéral est donc 1000 fois trop élevée. **Cela permettrait à coup sûr de supprimer entièrement le droit de référendum parce que cette valeur limite exagérée ne rendrait jamais possible le lancement d'un référendum,** les nouvelles centrales nucléaires étant toutes considérées comme ne présentant qu'un faible potentiel de danger par rapport à la valeur limite. Et voilà comment on roule les citoyens dans la farine !

Le 3 septembre dernier, Greenpeace Suisse a demandé à M. Leuenberger d'établir clairement qu'il ne tolérera pas la suppression du droit de référendum sur la construction d'une nouvelle centrale. Il a rétorqué qu'il se donnait du temps pour répondre. Greenpeace s'est donc vu dans l'obli-



gation d'insister en lançant une lettre ouverte contenant les questions suivantes :

Les spécialistes dans les offices fédéraux ont-ils informé le Conseil Fédéral que cette valeur limite excessivement élevée annulerait de fait le référendum facultatif sur la construction d'une nouvelle centrale et est-ce vraiment l'intention du Conseil fédéral de supprimer en douce ce droit démocratique ?

Si ce n'est pas le cas, est-il possible que les sbires de l'énergie atomique des offices fédéraux l'aient intentionnellement induit en erreur ?

S'il s'agit d'une inadvertance, est-il encore possible de faire confiance aux fonctionnaires des offices fédéraux, qui font de telles erreurs d'amateurs pouvant avoir des conséquences aussi graves ?

Ah oui vraiment! On est dans de beaux draps avec la LENu

Anne Cécile Reimann

Dans le cadre des Yeux-de-la-Ville*, ContrAtom était à la rue des Gares, du 11 au 13 août 2004, avec l'association LO'13'TO, pour présenter les énergies renouvelables.

Nos invités:

ADER (Association pour le développement des énergies renouvelables, www.ader.ch), avec son exposition itinérante sur les énergies et le **Centre neuchâtelois de cuisine solaire** (voir. p. 20) qui a proposé des ateliers de construction.



Préparation de la confiture d'abricots (bios du Valais) qui cuira au soleil.

Un pur délice à consommer sans modération.

LO'13'TO est une association sans but lucratif qui, depuis 1988, oeuvre pour partager avec toutes et tous les principes fondamentaux que sont le respect de la vie et de la nature et la qualité des relations humaines.

17, rue des Gares
1201 Genève
Tél. 41 22 - 733 71 20



La parabole éveille la curiosité. Celle-ci, suit la course du soleil grâce à deux cellules photovoltaïques qui entraînent un moteur. Plus besoin de surveiller les casseroles.

** L'expérience des Yeux-de-la-Ville est une initiative très originale menée par la Ville de Genève: durant l'été, certaines rues sont fermées à la circulation automobile et les riverains sont invités à les animer.*





Durant ces trois journées, chacun a pu participer à la construction d'un four solaire et d'une parabole qui resteront à LO'13'TO.

Dans la rue, projection du magnifique documentaire *Der Grüne Berg* de Fredi Murer. Le combat des habitants du Wellenberg (NW) confrontés à un projet de dépôt de déchets nucléaires sur leur commune. Le public est conquis par le bon sens paysan opposé à la folie des techniciens.



Projection du documentaire français *Jusqu'ici tout va bien*. L'industrie nucléaire dans toute son horreur.

Quoi de neuf du côté de nos vieilles casseroles nucléaires ?

Les réacteurs helvétiques, avec une moyenne de 28 ans d'exploitation, font partie intégrante du problème mondial de vieillissement du parc nucléaire. Par leur grande diversité de types, de conceptions et d'âges, les cinq réacteurs suisses offrent même un aperçu très représentatif de la question du vieillissement des centrales nucléaires.

Jusqu'à présent nous avons eu de la chance ... mais jusqu'à quand ?

J'ai constaté plus d'une fois, avec étonnement, que pas mal de mes concitoyens ignoraient l'existence même de nos cinq centrales nucléaires. « – Tiens, on a des centrales atomiques en Suisse, pas possible ! » Pas étonnant dès lors que la plupart des habitants de ce pays ne sachent rien ou presque de l'état de vieillissement de ces dernières. « En Suisse, tout est propre en ordre, on ne risque rien ! »

On a souvent parlé de **Mühleberg** et de ses 2 mètres de fissures sur la jupe du cœur, retenues par des agrafes. « A Mühleberg, une seule chose de sûr, les fissures ! » Mühleberg, c'est un peu notre cheval de bataille à nous autres Romands, parce que c'est la centrale la plus proche de nous, mais on n'aurait bien tort de ne pas s'inquiéter des autres installations, tout aussi « craignos ».

Prenons par exemple **la centrale de Leibstadt (AG)** et là je vais citer le communiqué de presse de Greenpeace du 1^{er} juillet 2004 :

« La DNS (Division principale de la sécurité des installations nucléaires) s'est donné tout un mois pour informer le public que, dans la nuit du 28 au 29 mai 2004, les opérateurs de la centrale nucléaire de Leibstadt ont commis deux graves négligences. » Les erreurs ont eu lieu lorsque le réacteur a été redémarré. La centrale avait effectivement dû être arrêtée pour permettre la réparation d'une fuite sur une soupape dans le circuit primaire. La DNS ne dit d'ailleurs pas pourquoi

une telle fuite a pu se produire. Donc, dès 19 heures ce 28 mai, en infraction aux prescriptions, les opérateurs de la centrale nucléaire ont laissé ouvert des clapets d'aération destinés à isoler l'intérieur du bâtiment du réacteur de l'environnement. Peu avant 23 heures, lors du redémarrage du réacteur, ils ont donné « trop de gaz », ce qui a provoqué un dépassement du taux de réchauffement. Ils n'ont pas recalculé la limite de charge de la cuve du réacteur, ce qui est nécessairement prescrit. Durant la nuit de l'incident, la centrale nucléaire a émis en quelques heures 4 fois plus d'iode radioactif que durant une semaine en 2003.

L'information qu'à donnée la DNS concernant cet « incident » : « les valeurs en iode étaient à environ 2% de la limite d'émission brève » est trompeuse et minimise l'incident, accuse Greenpeace. L'iode radioactif est normalement confiné dans la matrice des pastilles de combustible nucléaire. L'organisation écologiste a tout de suite supposé qu'outre les fautes rapportées, il devait y avoir d'importants défauts de barres de combustible. Le 30 juin 2004, soit un mois après l'incident, les autorités confirmaient la supposition de Greenpeace : **une barre de combustible nucléaire a manifestement éclaté lors de l'arrêt du réacteur, provoquant cette émission d'iode 131 notablement supérieur à la normale.** Ce n'est – et de loin pas – la seule fois que la centrale de Leibstadt est sur la sellette. En consultant une étude de la DNS qui porte sur les incidents qui se sont produits entre 1981 et 1992, on remar-



que que Leibstadt arrive en tête avec 24 erreurs dues à des actions erronées des opérateurs. Durant la révision de 2001, il a fallu signaler 3 petits incendies, de possibles fissures sur les soudures, un élément de combustible défectueux et des falsifications déléguées de protocole de sécurité.

Que s'est-il passé ? Des bâches de protection avaient été disposées lors des travaux de soudure pour éviter les projections d'étincelles et donc des incendies, mais les bâches n'étaient pas ignifugées et elles se sont enflammées !! Incroyable ! La falsification de protocole de sécurité reste cependant ce qu'il y a de plus inquiétant : **deux opérateurs ont inscrit des opérations de contrôle qu'ils n'ont pas effectuées.** Ils ont immédiatement été licenciés. Des mesures disciplinaires ont dû en outre être prise contre 3 collaborateurs.

En 2002, **la centrale de Leibstadt a diminué son budget de 18 millions de francs**, ce ne fut pas sans conséquence : **15% des opérateurs ont démissionné**, ce qui a provoqué un manque de personnel et l'accumulation de près de 200 heures supplémentaires pour certains collaborateurs ! Pas étonnant que les erreurs humaines se soient accumulées. En 2004, 5 autres événements louches sont encore venus noircir la réputation de la centrale de Leibstadt. On peut vraiment dire qu'avec Leibstadt, on a eu de la chance, mais jusqu'à quand ?

(suite p. 13)

(suite de la p. 12)

Lâchons maintenant un peu les basques de Leibstadt qui en a pris pour son grade et intéressons-nous à **Beznau II** qui a demandé récemment à être mise au bénéfice d'une **autorisation d'exploitation illimitée**, bien qu'elle soit l'une des plus vieille centrale atomiques encore en activité. Depuis sa mise en service en 1971, le réacteur atomique de Beznau II n'a eu que des autorisations d'exploitation limitées **parce que le refroidissement d'urgence de son cœur et sa protection contre les chutes d'avions et autres influences externes, comportaient de graves lacunes**, nous apprend Greenpeace dans un communiqué du 14 juillet 2004. Malgré d'importantes mises à niveau, Beznau II a un évident déficit en matière de critères de sécurité. **Ce réacteur présente un risque de fusion accidentelle du cœur 10 fois plus élevé que le réacteur plus récent de la centrale de Gösgen** affirme Greenpeace.

Et pourtant, la DNS conclut dans son rapport d'expertise que : « **rien ne s'oppose à une première autorisation d'exploitation illimitée** » malgré que Beznau II ait déjà à son actif **33 ans d'exploitation** et soit parmi les plus vieux réacteurs atomiques de ce type. Ma parole, ils ont reçu le poque à la DNS !!

Greenpeace lance un véritable cri d'alarme en appelant à la plus extrême prudence parce que personne n'a d'expérience dans l'exploitation de tels réacteurs atomiques de plus de 35 ans. Les éléments relevant de la sécurité sont en effet soumis à de fortes contraintes par le rayonnement neutronique et la pression de la température, sans compter des lacunes évidentes dans la connaissance des changements structurels de la matière dans de telles conditions.

A partir de quand un réacteur atomique n'est-il plus considéré comme sûr ? Des valeurs limites claires en matière de sûreté doivent être impérativement fixées avec des marges de sécurité généreuses. C'est ce que demande Greenpeace au Conseil fédéral. On ne peut qu'approuver et espérer que Beznau II sera fermée le plus tôt possible.

Jusqu'à présent nous avons eu de la chance avec nos centrales, jusqu'à quand ?

Anne-Cécile Reimann

Les victimes des essais nucléaires français en procès

Un grand classique de l'ère industrielle et de nos institutions démocratiques est actuellement mis en scène par le Parquet de Paris.



Un parmi les quelques 210 essais nucléaires réalisés par la France entre 1960 et 1996: essai souterrain dans le Sahara algérien

Après l'amiante, la chimie, le pétrole etc., cette fois-ci c'est le nucléaire qui sert de toile de fond à cette tragédie se déroulant immuablement comme suit :

Acte I

Quelqu'un fait une découverte scientifique plus ou moins géniale selon les goûts.

Acte II

Sans les précautions élémentaires préconisées déjà par quelques personnes éclairées, « on » décide la mise en pratique immédiate du « progrès ».

Acte III

Quelques décennies plus tard, la Justice (donc l'Etat, donc nous tous) reconnaît la faute commise et indemnise les victimes sans bien sûr punir les coupables.

Acte IV

On change le décor et l'on reprend à l'acte I.

Tout le monde (quand je dis tout le monde...) a vu la photo de ces militaires français sagement assis sur des chaises pliantes dans le désert algérien, de grosses lunettes noires sur le nez et un tablier de plomb sur les genoux regardant la mise à feu d'une bombe nucléaire.

Personnellement, je me souviens d'un reportage moins célèbre où l'on voit le « grand » Charles de Gaulle nous faire une crissette. Rendez-vous compte, à cause d'une météo défavorable Monsieur n'a pas encore reçu sa sucette (en l'occurrence, l'explo-

sion de la première bombe à hydrogène française). L'essai eu lieu en sachant par avance que le nuage radioactif qui allait se former, passerait sur un atoll peuplé, il est vrai « que » par des Polynésiens, c'est dire...

Enfin voilà, pour ne pas être trop long : 11 victimes des essais, rejoints par 2 familles de victimes décédées, et des associations de vétérans et d'habitants de Polynésie, ont déposé une plainte. Une information judiciaire a été ouverte le 20 septembre par le Tribunal de grande instance de Paris. **L'enjeu est colossal : le nombre de personnes ayant assisté, de gré ou d'autre manière que ce soit, aux quelques 210 essais nucléaires français s'élève à environ 150'000.** Une étude médicale réalisée par les associations de vétérans montre une augmentation de 90% des cancers chez les anciens militaires, pour atteindre 1 personne sur 3 (dans la population, pour la même tranche d'âge, ce taux est de 1 sur 5).

Nous ne pouvons que souhaiter plein succès à ces victimes, en étant bien conscient que le procès en cours ne leur enlèvera pas un iota de souffrances. Ainsi va le monde...

Raymond Beffa

Association des vétérans: www.aven.org
Observatoire des armes nucléaires:
www.obserm.org

Au Bélarus, les recherches sur la radioactivité sont en «relégation»

Dans un pays qui subit, 18 ans après l'explosion du réacteur de Tchernobyl, les conséquences sanitaires dramatiques de cette catastrophe, le plus éminent spécialiste en la matière, le professeur Youri Bandajevsky est toujours empêché de poursuivre ses recherches et le lobby nucléaire, sous couvert de venir en aide à la population, tente de dissimuler les effets de la contamination atomique. Nous vous livrons ici les dernières nouvelles du médecin en relégation ainsi qu'un bref compte-rendu du voyage au Bélarus du professeur Michel Fernex.

Bonnes nouvelles

Pour une fois, les nouvelles du professeur Bandajevsky ne sont pas trop mauvaises. Après 3 ans et demi passés en prison et comme la loi l'y autorisait depuis janvier 2004, Youri Bandajevsky a été envoyé en relégation le 29 mai dernier dans une colonie située à 200 km à l'Ouest de Minsk. Il devrait y rester jusqu'à la fin du mois de décembre 2004 lorsqu'il aura droit à la liberté conditionnelle. Pour l'heure, il n'a pas autorisé à quitter le territoire administré par la colonie, mais il peut recevoir des visites de l'étranger et parler à des journalistes.

Le professeur Michel Fernex et son épouse Solange, qui se sont rendus au Bélarus au début du mois de juillet confirment que Youri est actuellement installé dans une jolie maison traditionnelle en bois qu'il a retapée et dans laquelle il peut recevoir sa famille. La campagne alentour est magnifique et non contaminée. Les autorités chargées de l'administration sont bienveillantes et sympathiques. Les responsables de la colonie se montrent aussi ouverts que possible, dans une situation administrative et judiciaire qui ne dépend pas d'eux.

Le but de la relégation consiste à préparer les détenus à un retour à la vie normale. C'est parce que le directeur a considéré que les capacités et la personnalité de Youri Bandajevsky cadraient mal avec un travail de bûcheron au milieu de détenus de droit commun, que le médecin a le droit d'habiter dans une maison louée, à 30 km de la colonie et se remettre à ses travaux scientifiques. À côté de la maison, il y a un bâtiment en béton à l'abandon. Youri parle d'y installer un laboratoire.



Y. Bandajevsky fait la connaissance de sa petite-fille, née durant sa détention

Combattre CORE

Durant leur séjour dans l'Etat du Bélarus, les époux Fernex ont rencontré plusieurs personnalités susceptibles d'influencer le sort des millions de victimes de Tchernobyl intoxiquées par les radionucléides, ainsi que celui du professeur Bandajevsky.

Tout d'abord, ils ont rendu visite au représentant de la DDC (Agence suisse pour la coopération et le développement) à Minsk, dont le jugement influence toute l'aide venant de la DDC au Bélarus (1.45 millions de CHF en 2004), ils ont parlé avec lui du soutien de la DDC à l'Institut Belrad du professeur Nesterenko, dans le cadre du projet CORE (Coopération pour la réhabilitation des conditions de vie dans les territoires de Biélorussie contaminés par l'accident de Tchernobyl, V. encadré), lequel prévoit de mesurer la charge en Césium 137 chez des enfants pendant trois ans. Le professeur Fernex a remis à ce collaborateur de l'aide humanitaire suisse sur place, un texte qu'il a rédigé, traitant de la nécessité de distribuer de la pectine aux enfants contaminés, en précisant que l'éthique médicale interdit de poser un diagnostic chez des enfants, sans mettre

en œuvre un traitement quand il existe : en cas de charge importante en Césium 137, la pectine est indiquée.

La deuxième visite a lieu, avec Vassili Nesterenko, chez l'ambassadeur de France au Bélarus. L'ambassadeur connaît très bien le dossier Bandajevsky et il assure apporter son soutien permanent et déterminé à la réintégration totale, civile et scientifique, du professeur, lors de chacun de ses contacts avec les autorités du pays. Le professeur Fernex fait part à l'ambassadeur incrédule de ses critiques concernant le projet européen CORE. (V. encadré)

Solange et Michel Fernex ont également rencontré les responsables des projets « Villages disparus » qui leur ont montré la licence officielle donnée à la pectine par le Ministère de la santé ukrainien avec le schéma réglementaire de cure pour les enfants contaminés. Ce document est très important pour la suite des démarches au Bélarus.

Ne pas oublier les enfants qui ont besoin de pectine pour éliminer le césium radioactif. (Voir les coordonnées pour les dons en page 2)

(Sources: M. Fernex, W. Tchertkoff)

Critique du programme CORE

Ce projet, qui a démarré au second trimestre 2003, repose sur une Organisation non gouvernementale dénommée **CEPN** (Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire), créée par **Electricité de France (EDF)** et le **Commissariat français à l'énergie Atomique (CEA)**, avec **AREVA** comme membre supplémentaire. Le centre d'étude coordonne des groupes de recherche intervenant dans les régions contaminées par Tchernobyl, en particulier le groupe **ETHOS**, et pilote des équipes universitaires. La Commission européenne a décidé d'affecter 2 millions d'euros au programme CORE.

Les enseignants et doctorants en agronomie, sociologie, technique ou physique, regroupés au sein du groupe **ETHOS** travaillent en zone contaminée. Le rôle que leur impose le CEPN, et dont ils ne sont probablement pas conscients, c'est l'élimination des structures existantes de radioprotection des populations et notamment les Centres locaux de contrôle radiologique mis en place par l'**institut Belrad** (Voir encadré). En effet, les mesures de ces centres attirent l'attention sur la gravité de la contamination radioactive du pays et sur son impact sur la santé des populations et sont de ce fait inacceptables pour le lobby nucléaire.

C'est la raison pour laquelle le **programme CORE ne prend jamais en considération le problème de l'élimination des radionucléides du césium 137 incorporé dans l'organisme par les habitants via la nourriture contaminée**. Au contraire, en faisant purement et simplement abstraction des problèmes de santé dans une région où plus de 80% des enfants sont malades, alors qu'ils n'étaient que 20% avant 1986, ce projet doit parvenir à masquer le drame sanitaire engendré par les radionucléides répandus par l'explosion du réacteur.

Il s'agit d'un mensonge par omission.

Alors que le professeur Nesterenko et ses collaborateurs pensent qu'il est nécessaire, sinon d'évacuer tous les enfants des territoires contaminés, au moins de distribuer d'urgence de la pectine pour freiner la catastrophe sanitaire croissante, **CORE refuse de financer la pectine et organise la réhabilitation des territoires contaminés**.

En effet, l'adoption officielle de la prophylaxie par absorbants à base de pectine pour protéger au moins les 500 000 enfants contaminés du Bélarus, changerait la nature de ce programme européen de façon radicale. Car reconnaître à la pectine de pommes une efficacité et une utilité réelles porterait à reconnaître automatiquement qu'une contamination de masse existe et qu'elle est bien causée par le Césium 137 répandu par l'incendie de Tchernobyl.

L'objectif de CORE est de montrer qu'au contraire, il est possible de vivre, de travailler, de cultiver dans des territoires contaminés jusqu'à 40 Curies/km², voire davantage, grâce à des conseils ou la fourniture de « mallettes pédagogiques ». Si des spécialistes aux ordres du lobby nucléaire, affirment que la situation radiologique des territoires contaminés permet la culture des pommes de terre et l'installation de travailleurs avec leurs familles, il est clair que leurs rapports doivent omettre tout ce qui concerne l'état catastrophique de la santé des enfants. **Ils doivent démontrer qu'il est possible d'occuper tous les espaces évacués, y compris bientôt celui des 30 km autour de la centrale, devenu réserve naturelle ouverte au tourisme.**

Le but ultime du lobby du nucléaire, au travers de ce programme, est de chercher à établir des directives en vue du prochain « accident nucléaire » qui serait inéluctable selon les experts. **En cas d'accident, la priorité devrait être la réduction des dépenses.** Ceci implique de considérer comme intangible, le dogme de la non-nocivité des faibles doses de rayonnements ionisants.

Vassili NESTERENKO

est physicien, directeur de l'Institut de l'énergie nucléaire de l'Académie des sciences du Bélarus jusqu'en juillet 1987, date à laquelle il est limogé, accusé d'être un alarmiste et un semeur de panique.

Dès les premières heures après l'explosion du réacteur de Tchernobyl, le professeur Vassili Nesterenko réclame en effet l'évacuation immédiate des habitants dans un rayon de 100 kilomètres de la centrale au lieu de 30 km. Il conteste les mensonges du gouvernement soviétique sur les conséquences de la catastrophe et quitte définitivement l'institut de l'énergie nucléaire en 1990 pour créer, avec le soutien de Andreï Sakharov, de Karpov et de l'écrivain Ales Adamovitch, l'**Institut de radioprotection indépendant Belrad**.

Dans les villages les plus contaminés du Bélarus, il organise **370 Centres locaux de contrôle radiologique**, où il forme les médecins, les enseignants, les infirmières à la radioprotection et les familles à la façon de traiter les aliments pour diminuer la contamination. En 1996, Nesterenko adopte avec succès l'**additif alimentaire à base de pectine de pommes, recommandé par le Ministère de la santé ukrainien comme absorbant du césium 137**. En un mois de traitement la charge en radionucléides de l'organisme de l'enfant peut baisser de 60-70%.

L'Institut Belrad se débat pour survivre dans de grandes difficultés financières. Parmi les donateurs qui soutiennent le travail de l'institut, figurent des citoyens européens, adhérents d'associations, qui défendent l'environnement et la santé. Suite aux critiques de ces associations à l'encontre des agissements d'ETHOS, Nesterenko a été inséré dans le **Programme CORE, sans qu'il soit toutefois autorisé à poursuivre son action de protection prophylactique des enfants contaminés**. Le projet CORE marginalise et escamote les problèmes de santé des victimes de l'irradiation chronique, principalement interne, liée à l'incorporation de radiocésium et de strontium avec les aliments. Les autres mesures radiométriques finalement accordées à Belrad ne se traduisent pas, dans le projet CORE, par des mesures de prévention des complications cliniques chez les enfants présentant une charge importante, ce qui est inacceptable du point de vue de l'éthique.

(Sources: M. Fernex, W. Tchertkoff)

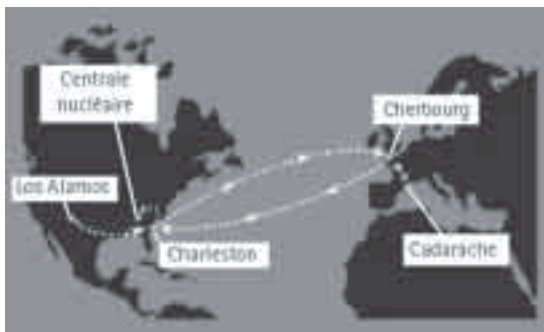
Du plutonium pour la paix?

La Cogema, filiale d'Areva, vient de prendre livraison de 140 kg de plutonium de qualité militaire issu du démantèlement partiel de l'armement atomique des Etats-Unis. Nom de l'opération «Mox for Peace».

De nombreuses questions se posent autour de ce projet fortement médiatisée, parmi celles-ci, l'inquiétante perspective de la mise en place d'un gigantesque marché mondial de combustible nucléaire destiné à la production d'électricité dans le futur.

Les faits

Le 20 septembre dernier, deux véritables «forteresses flottantes», spécialement conçues pour le transport de matières radioactives, ont quitté le port de Charleston (USA) en direction du port militaire de Cherbourg (F). Des deux navires battant pavillon britannique, il n'y en a en réalité qu'un qui contient les 140 kg de plu-



tonium de l'arsenal militaire américain, l'autre servant à la fois de leurre et d'escorte. Les conditions de sécurité mises en place par les autorités américaines, britanniques et françaises sont impressionnantes, chaque bateau est équipé d'un armement important, avec des forces spéciales à bord.

Après son arrivée à Cherbourg, le 6 octobre au matin, le conteneur contenant la poudre d'oxyde de plutonium a été acheminé en camion à l'usine de La Hague toute proche, afin d'y être conditionné pour le transport jusqu'au complexe nucléaire de Cadarache, près d'Aix en Provence.

C'est à Cadarache que le plutonium sera mélangée à de l'uranium et conditionnée sous forme de pastilles et de crayons de Mox, lesquels seront ensuite transférés jusqu'à l'usine Melox qu'Areva exploite à Marcoule (Gard) pour fabriquer quatre «assemblages combustibles» analogues à ceux que certaines centrales nucléaires françaises brûlent aujourd'hui

dans leurs cœurs. Ce n'est qu'au début de 2005 que ces assemblages partiront pour les Etats-Unis.

Un transport à hauts risques

De Cherbourg (Manche) à Cadarache (Bouches du Rhône), ce sont plus de 1000 km qui ont déjà été parcourus sur les autoroutes françaises, au milieu de la circulation ordinaire, à la merci d'un accident ou d'un acte terroriste. Face à l'exceptionnel dispositif de sécurité mis en place autour de ce convoi, on est en droit de se demander pourquoi le plutonium commercial régulièrement transporté par la Cogema à travers la France, au rythme de deux à trois convois chaque semaine, ne bénéficie pas de la même protection. En

France, ce sont en effet plus de 10 tonnes de plutonium qui circulent chaque année depuis l'usine de retraitement de la Hague en Normandie vers l'usine de fabrication de combustible nucléaire MOX de Marcoule, dans le Gard. Ces transports hebdomadaires de plutonium s'effectuent dans des véhicules non blindés sous une protection policière dérisoire.

Déchet ou richesse?

D'où provient ce plutonium? Après la signature, en 1993, du traité Start II, prévoyant la mise au rancart de près de 8000 ogives thermonucléaires, Russie et Etats-Unis ont décidé d'utiliser l'uranium enrichi provenant de ces munitions devenues inutiles comme combustible pour leurs centrales électronucléaires, sous le contrôle de l'AIEA.

Restait le plutonium. En septembre 2000, les deux pays s'entendent finalement pour procéder à l'«élimination» de 34 tonnes de plutonium militaire

Le Plutonium

Né par et pour les militaires, cette matière artificielle extrêmement dangereuse est très radio toxique. Un microgramme de plutonium est suffisant pour déclencher un cancer chez un homme (par inhalation par exemple).

Le plutonium est créé par la réaction nucléaire en chaîne dans les réacteurs nucléaires. En effet, une partie de l'uranium naturel enrichi qui est employé comme combustible (environ 1% dans la configuration actuelle) se transforme en plutonium. Il est ensuite extrait de ces combustibles irradiés à l'usine Cogema/Areva de La Hague. La quantité de plutonium nécessaire et suffisante pour faire une bombe nucléaire de la puissance de celle de Nagasaki avec du plutonium tel qu'il est fabriqué à La Hague est d'environ 8 kilos. L'usine de La Hague en fabrique plus de dix tonnes par an.

chacun, mais qu'en faire? A l'époque, la doctrine américaine condamnait le recyclage du plutonium pour cause de risque de prolifération des armes nucléaires. Par contre, la Russie a toujours été partisane de la reconversion de ses matières fissiles militaires en combustible civil. Elle a besoin d'électricité et «un gramme de plutonium égale une ou deux tonnes de pétrole» dixit la Cogema.

Tandis que la Russie opte pour la transformation du plutonium en MOX, les Etats-Unis hésitent encore entre deux «solutions»: enfouir le plutonium sous terre, après «immobilisation» dans une matrice de verre, de céramique ou même après mélange avec des déchets très radioactifs ou... le «recycler» en Mox

Reviement américain

Finalement, c'est la seconde alternative qui l'emporte en 1997. Il s'agit tout bonnement de l'abandon de deux décennies de politique américaine opposée au commerce de plutonium.

Un lobbying fort d'Areva et de l'anglais BNFL, ainsi que de l'industrie nucléaire japonaise au cours des années 90, a permis d'écarter les autres options de gestion du plutonium.

Au moment où les perspectives de pénurie d'énergie sont à l'ordre du jour, c'est ce projet de rentabiliser le plutonium militaire qui l'a emporté sur les autres.

Pourquoi la France ?

On peut s'étonner que les Américains n'aient pas fabriqué leur propre Mox, mais, ni eux, ni les Russes ne maîtrisent cette technologie dont les Français se sont fait les spécialistes. L'opération «Mox for Peace», avec tous les dangers qu'elle comporte, n'est donc ni plus ni moins qu'un test pour Areva. S'il fonctionne, une usine de fabrication de Mox sera construite à Savannah River (Caroline du Sud) avec la technologie française. Budget global: 2 milliards de dollars, dont 300 millions pour Areva.

Les deux grands devant se débarrasser de leurs stocks de plutonium à peu près au même rythme, la même opération devrait se répéter pour la Russie, où une autre usine de retraitement sera construite. Mais, faute de financement national, c'est les Etats du G8 qui vont aider la Russie qui risque bien, de ce fait, de devenir le lieu d'entreposage et de retraitement des combustibles nucléaires usés de la planète.

Stratégie à long terme

Alors que la Chine, le Japon, la Finlande, la Corée du Sud ou le Brésil construisent de nouvelles centrales et que l'on sait qu'un essor massif de l'électronucléaire n'est actuellement pas durable avec les réacteurs classiques, faute d'uranium, le choix du retraitement semble indiquer que l'option de construction de réacteurs futurs sera celle de réacteurs à neutrons rapides fonctionnant au Mox.

Ainsi, grâce à ce financement de la communauté internationale, par le biais du G8, Areva bénéficierait d'un

tremplin pour les projets d'avenir de l'industrie nucléaire mondiale : c'est-à-dire les réacteurs de génération IV et les installations de retraitement qui sont indispensables à leur fonctionnement.

Mensonges

En cherchant à attirer l'attention des médias et de la population sur cette opération, les résistants écologistes principalement français, mais aussi américains, veulent démontrer le double langage des industriels et des autorités. Pourtant, certains pronucléaires n'hésitent pas à taxer la dénonciation de cette opération par les organisations écologistes de contradictoire : en transformant du plutonium destiné à fabriquer des bombes en combustible pour les centrales nucléaires, n'est-ce pas pour la paix et la non prolifération que l'industrie nucléaire française agit ?

Les mensonges propagés par les bénéficiaires de ce programme ne doivent pas nous endormir. Le prétendu combat pour la non prolifération n'est qu'un prétexte grossier : le nucléaire civil est par essence lié au nucléaire militaire puisque ce sont les réacteurs nucléaires qui ont fourni et fournissent, partout et toujours, le plutonium destiné aux bombes. Sans centrales «civiles», il n'y aurait pas de bombe atomiques (V. encadré).

De même l'uranium appauvri - le même qui empoisonne l'Irak, l'Afghanistan et les Balkans - est un sous-produit de l'industrie nucléaire «civile». La France, le Royaume-Uni, la Russie et les Etats-Unis sont les quatre pays producteurs d'armes à uranium appauvri aujourd'hui vendues à plus de 15 pays dans le monde.

Pas d'état d'âme

La transformation du plutonium militaire en Mox n'a rien d'un projet pacifiste, il s'agit bien entendu d'un pur et juteux marché industriel. Comment en serait-il autrement ? Areva fait tout simplement son beurre en utilisant les accords de désarmement signés par la Russie et les Etats-Unis et en profite pour mettre en application une stratégie énergétique extrêmement ambitieuse, avec l'appui des gouvernements du G8. Pour être tout à fait honnête, précisons que si la dé-

marche d'Areva n'a rien de pacifiste, elle n'est pas non plus par essence une démarche belliqueuse. Elle est sans état d'âme, c'est une démarche commerciale qui ne s'embarrasse pas de ce genre de dilemme. Tout comme le plutonium, l'argent n'a pas d'odeur. Tout profit est bon à prendre et, pour Areva, les profits sont toujours de l'ordre de la démesure, comme l'industrie que cette société représente.

Et la démocratie ?

Par contre, on est en droit de s'interroger sur le rôle joué par les autorités françaises qui, non seulement protègent et assurent en cas d'accident cette opération commerciale, mais tentent par surcroît de museler les manifestations citoyennes qui l'entourent. Toute l'opération, qui est placée sous la tutelle du haut fonctionnaire de la défense, au ministère de l'Economie, est en effet classée «secret défense».

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), qui est chargée de surveiller l'ensemble des installations nucléaires civiles en France, a donné son feu vert à l'expérience d'Areva et autorisé la réouverture temporaire de l'Atelier de technologie du plutonium de Cadarache, pour le traitement du plutonium américain. L'ASN a expliqué qu'«il s'agit d'une opération ponctuelle portant sur une faible quantité de matière». Les écologistes considèrent que la décision de fermeture de l'Atelier aurait dû suffire à empêcher cette opération. En effet, après huit longues années de demandes infructueuses, l'ASN (qui n'a donc d'autorité que dans le nom) a obtenu la fermeture «définitive» de l'Atelier de plutonium de Cadarache en été 2003, en raison d'une protection insuffisante contre les risques de tremblement de terre.

Alors que le courrier, adressé par le Réseau « Sortir du nucléaire » au Premier Ministre le 10 mars 2004, lui demandant «de bien vouloir prendre le décret de mise à l'arrêt définitif de l'Atelier de plutonium de Cadarache afin que l'exploitant se conforme aux règles de sécurité élémentaire édictées par l'Autorité de sûreté», est resté sans réponse et que la procédure de recours en référé devant le Conseil d'Etat pour tenter de faire interdire l'utilisation, par la société Areva, de l'Atelier de plutonium de Cadarache, menée par

(suite p. 18)

(suite de la p. 17)

le Réseau le 30 septembre est, elle aussi, restée sans suite, le jeudi 7 octobre à 8h30, au moment où le plutonium traverse la France, un huissier de justice remet, au siège national du Réseau «Sortir du nucléaire» à Lyon, une assignation de 700 pages de la COGEMA et du CEA pour comparaître ce même jour à 14h au Tribunal de Grande Instance d'Aix en Provence. Comment un avocat pourrait-il défendre le Réseau dans un délai aussi court (en 5 h1/2 !) et prendre connaissance des 700 pages de l'assignation ?

Dans cette assignation, le CEA et la COGEMA demandent au Tribunal d'interdire de s'approcher de moins de 500 mètres sur l'ensemble du périmètre de la clôture du Centre de Cadarache, de gêner ou d'entraver de quelque manière que ce soit, les opérations d'acheminement et de déchargement jusqu'à leur lieu de traitement du plutonium américain, sous peine d'une astreinte provisoire de 75 000 euros par infraction constatée.

Face au profond mépris avec lequel les entreprises de l'industrie nucléaire traite la population, qui est en droit d'avoir toutes les explications concernant des activités commerciales qui mettent en danger des dizaines de milliers de citoyens, le Réseau «Sortir du nucléaire» a demandé au Ministère de l'intérieur de communiquer aux citoyens combien auront coûté les mesures de sécurité impressionnantes (armée, police...) déployées pour ce plutonium américain dans les seuls intérêts commerciaux de la multinationale Areva.

Que faire face à cette fuite en avant de plus en plus dangereuse de l'industrie nucléaire, prête à satisfaire tous les besoins en énergie, présents et futurs, de la planète? Le mouvement de protestation, pour avoir quelque chance de porter des fruits, devrait être à l'échelle de ces enjeux économiques titanesques. Seule une mobilisation et une prise de conscience sérieuse, relayées par les instances politiques et les médias, pourraient faire pencher la balance.

Fabienne Gautier

Manifestation contre les armes nucléaires



P. Vanek

Le 5 août 2004, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées sur la place des Nations à Genève, pendant la Conférence du Désarmement, pour protester contre les armes nucléaires. A quoi peut servir une telle manifestation? A montrer notre **impatience face aux Etats nucléaires qui bloquent la Conférence du Désarmement**.

En effet depuis une dizaine d'années rien ne bouge dans le domaine du désarmement nucléaire. Il y a 20 ans, la Conférence du Désarmement avait accouché avec peine d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques, 20 ans auparavant avait été conclue une convention sur l'interdiction des armes biologiques. **Il reste à formuler une convention sur l'interdiction des armes nucléaires, troisième volet des armes de destruction massive.**

Il y a 10 ans, un traité d'interdiction des essais nucléaires avait été obtenu mais il n'a pas été ratifié par suffisamment d'Etats pour entrer en vigueur. En particulier les Etats-Unis l'ont dénoncé pour conserver la liberté de poursuivre des essais après un moratoire. En 1995 le Traité de Non prolifération Nucléaire a été prolongé indéfiniment scellant pour toujours la partition entre ceux qui ont l'arme nucléaire et ceux qui ne l'ont pas. Depuis les Etats nucléaires refusent toute négociation sur l'élimina-

tion des armes nucléaires, malgré les appels incessants de l'Assemblée Générale des Nations Unies. **La Conférence du Désarmement est paralysée.** Par derrière, les Etats-Unis et la France préparent des armes nucléaires tactiques de petit calibre à utiliser sur le champ de bataille. En secret, des pays à capacité nucléaire civile préparent des bombes atomiques.

Face à cette situation de plus en plus dangereuse, les Etats-Unis ont fait un geste en juillet dernier. Ils ont annoncé qu'ils acceptaient une négociation sur l'interdiction de produire des matières fissiles. Cela n'a pas impressionné les délégués à la Conférence du Désarmement car chacun sait que les Etats-Unis disposent de milliers de tonnes de matière fissile. Pour débloquent la situation il faut de la part des puissances nucléaires un réel engagement à éliminer les armes nucléaires.

En mai de l'an prochain, aura lieu à New York la conférence de révision du Traité de Non Prolifération Nucléaire. L'impatience de la société civile prise en otage par les puissances nucléaires va se manifester. Les Maires des grandes villes conduits par le Maire de Hiroshima vont converger sur New York pour réclamer un désarmement nucléaire complet selon l'article 6 du Traité de Non Prolifération. Le chantage nucléaire des grandes puissances n'est pas tolérable.

Michel Monod

Mayak poubelle nucléaire du monde ?

Rares sont ceux qui connaissent le site de Mayak, en Russie. Cet endroit caché dans les montagnes de l'Oural, à 1400 km à l'est de Moscou, est sans aucun doute **le plus vaste complexe nucléaire au monde** et, par là-même, **le site le plus contaminé de la planète**. Les populations locales souffrent de toutes les maladies liées à la présence des installations nucléaires. Au lieu de fermer le site, le parlement russe a, en 2001, levé l'interdiction d'importer sur le territoire national des déchets radioactifs et des combustibles usés de l'étranger (*). En échange de 20'000 tonnes de déchets radioactifs, la Russie recevrait 20 milliards de dollars! Tout cela pour renflouer les caisses du pays. La vie dans le village de Muslomovo, proche de Mayak, est au cœur même d'une effroyable tragédie. Ici, l'écrasante majorité des 2500 villageois souffre de maladies chroniques: problèmes cardiaques, tension élevée, arthrite, asthme. Près de 50% des femmes et des hommes en âge de procréer sont stériles; un tiers des bébés présentent des malformations physiques et environ 10% naissent prématurément. Sans compter l'augmentation dramatique du nombre des personnes malades et décédées suite à des leucémies ou des cancers du système digestif, des os, des poumons ou de la peau.

Peu importe le niveau de contamination et la tragédie que vivent toutes ces personnes, certaines depuis plus de cinquante ans, **le gouvernement russe présente Mayak comme l'un des sites les plus appropriés pour le stockage des déchets radioactifs et leur retraitement**, espérant faire de ce « service » un business d'autant plus rentable qu'il encouragerait l'irresponsabilité des pays nucléarisés, producteurs de ces déchets.

Pour Greenpeace, il est intolérable qu'une région de la planète devienne la poubelle des déchets produits par les pays nucléarisés. **PG**

Source C. Veter, *Magazine trimestriel de Greenpeace*, sept., oct., nov. 2002

Le vent tourne!

Ancienne lubie d'écologistes en sandales, l'énergie éolienne est en train de gagner jusqu'aux ranchers du Texas. Une métamorphose causée par la nécessité, sur fond de gros sous. À 650 km de Dallas, sous un ciel sombre et bas, dans la partie texane du Far West, une armée de pompes à balancier aspire inlassablement le pétrole des entrailles de la terre. Puis, dans ce décor désertique de fin du monde, surgissent au loin des silhouettes étonnantes: sur le sommet d'une colline se dressent plus d'une centaine d'immenses éoliennes.



Les 1800 habitants du village paisible et reculé de McCamey peuvent se targuer d'héberger dans leur région pas moins de cinq parcs d'éoliennes, dont l'un des plus grands de la planète, le King Mountain Wind Ranch. Jadis surnommé « l'enfant de l'or noir », McCamey a été officiellement désigné capitale texane de l'énergie éolienne. Ce virage vert au cœur même du pays du pétrole symbolise de façon spectaculaire le chemin parcouru par l'énergie du vent depuis les premières turbines construites il y a 20 ans.

De toutes les formes d'énergie, le vent est celle dont l'exploitation connaît la croissance de loin la plus fulgurante dans le monde plus de 35% par année. Confinées surtout à l'Europe jusqu'à récemment, les éoliennes s'im-

plantent désormais aux quatre coins de la planète: en Inde, en Afrique du Nord, en Australie, aux Etats-Unis... Selon l'Agence européenne de l'industrie éolienne (EWIA), le vent pourrait combler jusqu'à 12% des besoins mondiaux en électricité d'ici 20 ans. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que l'industrie éolienne, autrefois implantée surtout dans la « verte » Californie, fleurisse au sein même de l'État le plus pollueur des États-Unis.

D'après Trudel Jonathan, *L'Actualité*, vol. 28, no 20.

Nouveaux tarifs des Services industriels genevois

Au vu de la bonne santé financière (la honte, de nos jours, un service public ayant l'outrecuidance de faire des bénéfices), le Conseil d'Etat genevois et le conseil d'administration des SIG ont décidé de baisser les tarifs de l'électricité. Immanquablement, cela va se traduire par une augmentation de la consommation, c'est la loi du marché.

Inspirée par la sensibilité écologique de notre République, une brochure a été distribuée parallèlement à l'annonce de la baisse des tarifs, incitant tout un chacun à consommer plus écolo.

Des personnes proches de ContrAtom nous ont avoué n'avoir rien compris à ladite brochure. Je vais essayer d'être plus simple, sans chercher à ménager toutes les sensibilités.

Toute une panoplie de « produits » est proposée. Cela va du simple hydraulique importé ou, l'horreur de l'horreur pour les moutons noirs, du thermique importé au nec plus ultra: du 100% renouvelable avec encouragement au développement de nouvelles technologies et compensations environnementales, en passant par plusieurs paliers saupoudrés de diverses options: un peu plus de solaire par-ci, un zeste d'hydraulique de chez nous par-là etc. Bref (il n'y a pas de miracle), plus c'est cher, plus c'est écolo, durable, responsable envers la vie sur notre grain de sable perdu dans l'univers.

Donc, Mesdames et Messieurs, à votre bon cœur en quelque sorte. **RB**

Interview culinaire autour d'un four solaire

Une fois n'est pas coutume, ContrAtom vous propose en exclusivité une rubrique culinaire !!!

Nicole et Daniel H. ainsi que leur grande famille sont les heureux utilisateurs d'un four solaire, fabriqué dans le canton de Neuchâtel (1). Ce four, en bois, métal et matériau isolant, recouvert d'une vitre, utilise la simple chaleur du soleil et permet d'obtenir des températures remarquables, même sous nos latitudes. Dans cette interview exclusive, ils nous révèlent quelques-uns de leurs secrets les plus torrides.

Bonjour, depuis combien de temps utilisez-vous un four solaire ?

Depuis environ deux ans.

Pouvez-vous nous donner quelques recettes convenant pour ce type de four ?

Ce qui marche bien, c'est tout ce qui est à cuisson lente, et qui ne nécessite pas un trop haut degré de cuisson. Comme par exemple, ce qui est impeccable c'est les tartes aux pommes, les cakes (2) ça marche très bien, les légumes, ainsi que les céréales et les légumineuses ... Ce qui est très bien, c'est que ça ne brûle jamais dans le four solaire ! On peut mettre à cuire et revenir trois heures après, il n'y a aucun risque.

On arrive à obtenir des tartes bien cuites, jusqu'au fond de la pâte ?

Bien cuites, tout à fait. Mais il faut se méfier, à peine il y a un nuage, tout s'interrompt... Et ça prend plus de temps, ça, il faut quand même compter. Pour un repas de midi, il faut le mettre le matin après le petit déjeuner.

Ca prend à peu près une demi-journée ?

Voilà, oui, ça change l'organisation pour faire le repas. Mais après c'est cuit, il n'y plus rien à faire d'autre.

Est-ce que c'est dangereux pour les enfants ?

Oui, ça peut être dangereux, si l'enfant ouvre le four, il y a de l'air très chaud. Mais ce n'est pas plus dangereux qu'un four normal à gaz ou électrique !

Ah oui ! Aussi pour les soupes c'est très bien.

Les fondues, vous n'avez jamais essayé ?

(rires) Ah non ! Je ne pense pas ! On ne peut pas la tourner à cause de la vitre. Mais bon peut-être que ça pourrait marcher quand même puisque ça va lentement ?

Mais ce qui marche très bien aussi, c'est les confitures. C'est parfait ! On laisse et quand on revient c'est prêt !

En combien d'heures ?

Une après-midi, après on remet juste à bouillir sur le gaz pour la mise en bocal (la stérilisation).



Et puis on utilise des casseroles transparentes en verre. Il faut évidemment éviter les manches en plastique qui peuvent fondre dans ce four.

Ah bon ? C'est mieux en verre qu'en métal ? Parce que les constructeurs proposaient une marmite en métal brun foncé...

En tout cas, en verre, ça va très bien. Ces casseroles gardent bien la chaleur même s'il y a un petit nuage qui passe.

Quelles sont vos motivations pour cuisiner au four solaire ?

L'écologie. On économise du gaz. Et aussi ce qui est assez génial, en été, quand on n'a pas envie de surchauffer la cuisine avec un four, on peut tout de même faire à manger. Par exemple, l'été passé, en pleine canicule, on a recommencé à faire des tartes en plein mois d'août, ça ne posait pas de problème, ça ne chauffait pas la maison ! On pouvait faire des gratins, des tartes, des cakes... Et c'est gratuit !

En quelles saisons l'utilisez-vous ?

Essentiellement en été. En automne il faut tourner le four plus souvent pour suivre la course du soleil. Cela monte jusqu'à 110° alors qu'en été on est à 150°.

Un truc qui ne va pas bien, c'est par exemple le jambon madère. Le jambon donne beaucoup trop d'eau, ça fait sortir le jus, parce que la viande n'est pas saisie.

Et les enfants, ils apprécient la cuisine au four solaire ?

Oui ! Ça dépend pour quel plat...

Et les enfants présents à ce moment de vanter en particulier les fameuses tartes aux pommes... que la rédaction de ContrAtom se réjouit de goûter à l'occasion !

Philippe Gobet

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211 Genève 8

(1) Centre
neuchâtelois de
cuisine solaire

ULOG Suisse
Rue Matile 71
2000 Neuchâtel
Tél. 032 725 38 16
www.cuisinesolaire.com
info@cuisinesolaire.com

(2) que j'ai pu goûter,
effectivement délicieux !